

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 87 — 1662 (87 — 1477)

10 AOUT 1987. — Arrêté royal fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil médical en exécution des articles 24, 25 et 26 de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux. Errata

Moniteur belge du 18 août 1987 :

I. Dans le texte français :

1. à l'article 2, § 1er, d, il faut lire « ..., et exerçant exclusivement dans un seul hôpital, ... » au lieu de « ..., exerçant exclusivement à un hôpital, ... »;

2. à l'article 2, § 3, dernier alinéa, il faut lire « ... jusqu'aux élections suivantes. » au lieu de « ... jusqu'aux élections prochaines. »;

3. à l'article 5, § 2, il faut lire « ..., visant à assurer une composition équilibrée et représentative du Conseil médical, ... » au lieu de « ..., visant à assurer au sein du Conseil médical une composition équilibrée et représentative, ... »;

4. à l'article 14, alinéa 1er, il faut lire « Outre les membres... » au lieu de « Hormis les membres... »;

5. aux articles 16, alinéa 3, et 35, 6°, il faut lire « ... les noms des mandant et mandataire. » au lieu de « ... les noms des mandat et mandataire. »;

6. à l'article 18, § 4, il faut lire « ..., une élection spécifique ... » au lieu de « ..., une propre élection... »;

7. à l'article 26, alinéa 2, il faut lire « A la demande d'au moins la moitié des membres, le président est tenu de convoquer le Conseil aux jour et heure indiqués. » au lieu de « A la demande d'au moins de la moitié des membres, le président est tenu de convoquer aux jour et heure indiqués. ».

II. Dans les textes français et néerlandais, à l'article 35, 2°, il faut lire « les alinéas 4, 5 et 6 de l'article 3, § 3, » au lieu de « les alinéas 3, 4 et 5 de l'article 3, § 2 ».

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 87 — 1662 (87 — 1477)

10 AUGUSTUS 1987. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van de Medische Raad in uitvoering van de artikelen 24, 25 en 26 van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen. — Errata

Belgisch Staatsblad van 18 augustus 1987 :

I. In de Franse tekst :

1. in artikel 2, § 1, d, dienen de woorden « ..., exerçant exclusivement à un hôpital, ... » als volgt te worden gelezen « ..., exerçant exclusivement dans un seul hôpital, ... »;

2. in artikel 2, § 3, laatste lid, dienen de woorden « ... jusqu'aux élections prochaines. » als volgt te worden gelezen « ... jusqu'aux élections suivantes. »;

3. in artikel 5, § 2, dienen de woorden « ..., visant à assurer au sein du Conseil médical une composition équilibrée et représentative, ... » als volgt te worden gelezen « ..., visant à assurer une composition équilibrée et représentative du Conseil médical »;

4. in artikel 14, 1e lid, dienen de woorden « Hormis les membres » als volgt te worden gelezen « Outre les membres »;

5. in de artikelen 16, 3e lid, en 35, 6°, dienen de woorden « ... les noms des mandat et mandataire » als volgt te worden gelezen « ... les noms des mandant et mandataire »;

6. in artikel 18, § 4, dienen de woorden « ..., une propre élection » als volgt te worden gelezen « ..., une élection spécifique »;

7. in artikel 26, 2e lid, dienen de woorden « A la demande d'au moins de la moitié des membres, le président est tenu de convoquer aux jour et heure indiqués. » als volgt te worden gelezen « A la demande d'au moins la moitié des membres, le président est tenu de convoquer le Conseil aux jour et heure indiqués. ».

II. In de Nederlandse en Franse teksten, in artikel 35, 2°, dienen de woorden « de leden 3, 4 en 5 van artikel 3, § 2 » als volgt te worden gelezen « de leden 4, 5 en 6 van artikel 3, § 3 ».

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 1663

27 AOUT 1987. — Arrêté ministériel d'exécution de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 juillet 1987 concernant l'octroi de primes pour la construction et l'octroi de primes pour l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public dans la Région wallonne

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et la Tutelle,

Vu le Code du Logement, notamment les articles 48, 49, 50 et 76;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 juillet 1987 concernant l'octroi de primes pour la construction et l'octroi de primes pour l'acquisition de logements appartenant à des personnes de droit public dans la Région wallonne, notamment l'article 4;

Vu l'urgence;

Considérant que le caractère urgent de cette mesure découle de la nécessité absolue de prendre les modalités techniques d'octroi de la prime à l'achat et de la prime à la construction pour le 15 septembre 1987, date d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation;

Arrête :

Article 1er. Par pièces exclusivement destinées à l'habitation, il y a lieu d'entendre les pièces, parties de pièces ou espaces intérieurs d'habitation, à l'exclusion des : halls d'entrée, dégagements, W.C., débarras, caves, greniers non aménagés en pièces d'habitation, annexes non habitables, garages incorporés et locaux à usage professionnel.

Art. 2. N'interviennent pas dans le calcul de la superficie habitable et de la superficie totale :

1° Les caves, greniers non aménagés en pièces d'habitations, les annexes non habitables, le garage incorporé et les locaux à usage professionnel;

2° Toutes pièces, parties de pièces ou tous espaces intérieurs ayant une hauteur libre sous plafond inférieure à 2,30 mètres;

3° Les chambres à coucher ayant une hauteur libre sous plafond inférieure à 2,10 mètres

Art. 3. La superficie utile d'une pièce ou partie de pièce ou espace intérieur du logement est celle mesurée entre les parois intérieures délimitant cette pièce, partie de pièce ou cet espace intérieur dont la hauteur libre sous plafond est de 2,30 mètres minimum, sauf pour les chambres à coucher où elle est de 2,10 mètres minimum.

Lorsque ces hauteurs ne sont pas assurées sur toute la surface de la pièce, partie de pièce ou de l'espace intérieur, la superficie utile à considérer est limitée à la portion de surface située verticalement sous les hauteurs libres de 2,30 mètres ou 2,10 mètres minima selon le cas.

Art. 4. La superficie habitable est la somme des superficies utiles des pièces, parties de pièces ou espaces intérieurs d'habitation.

Art. 5. La superficie totale du logement est la somme des superficies utiles comprises à chaque niveau, entre les faces intérieures des murs délimitant le logement.

Art. 6. Le logement faisant l'objet de la demande doit, en outre, répondre aux conditions suivantes :

§ 1er. Pour un logement unifamilial :

1° Avoir une superficie habitable minimum de 53 m², lorsqu'il s'agit d'un ménage de deux personnes. La superficie habitable minimum de 53 m² est à majorer de 10 m² :

- a) pour un ménage qui compte un ou deux enfants;
- b) pour chaque enfant ou groupe de deux enfants en sus des deux premiers;
- c) pour chaque ascendant ou couple d'ascendants devant occuper le logement.

Pour les ménages de deux personnes dont au moins un des occupants est âgé de plus de 60 ans ou pour une personne vivant seule, le minimum de superficie habitable est ramené à 45 m².

2° Comporter le nombre minimum de pièces, parties de pièces ou espaces intérieurs cités ci-après :

A. Pièce de nuit :

- a) Une chambre par personne vivant seule ou par couple;
- b) une chambre par enfant ou par groupe de deux enfants du même sexe.

La chambre à coucher pour une personne doit avoir une superficie minimum de 6,5 m²; celle destinée à deux personnes doit avoir une superficie minimum de 9 m².

B. Pièces de jour :

- a) une salle de séjour;
- b) une cuisine ou, à défaut, un coin à cuisiner spécialement aménagé;
- c) une salle de bains ou une douche;
- d) un W.C.

§ 2. Pour un appartement :

1° Avoir une superficie habitable minimum de 40 m² lorsqu'il s'agit d'un ménage de deux personnes. La superficie habitable de 40 m² est à majorer de 10 m² :

- a) pour un ménage qui compte un ou deux enfants;
- b) pour chaque enfant ou groupe de deux enfants en sus des deux premiers;
- c) pour chaque ascendant ou couple d'ascendants devant occuper le logement.

Pour les ménages de deux personnes dont au moins un des occupants est âgé de plus de 60 ans ou pour une personne vivant seule, le minimum de superficie habitable est ramené à 30 m².

2° Les dispositions du § 1er, 2° du présent article sont applicables aux appartements.

§ 3. Pour un studio :

1° Avoir une superficie habitable minimum de 30 m².

2° En outre, chaque studio doit comporter :

- a) une salle de séjour repos;
- b) une cuisine, ou à défaut, un coin à cuisiner spécialement aménagé;
- c) une salle de bains ou une douche séparée;
- d) un W.C.

Art. 7. Les dispositions de l'article 6 ne sont pas applicables aux logements construits ou à construire par une personne de droit public et dont les programmes d'investissement ont été approuvés suivant les procédures existantes au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. Lorsque le logement faisant l'objet de la demande comporte des locaux destinés à l'exercice d'une activité professionnelle, le demandeur apporte la preuve de l'exercice de cette activité au moment de la demande, moyennant la production d'un certificat délivré par le contrôle des contributions directes compétent ou, à défaut, d'une attestation du bourgmestre.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 15 septembre 1987.

Bruxelles, le 27 août 1987.

Le Ministre de la Région wallonne pour le Logement et la Tutelle,

A. DALEM

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 1663

27. AUGUST 1987. — Ministerialerlass zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Juli 1987 über die Gewährung von Prämien für den Bau und die Gewährung von Prämien für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen in der Wallonischen Region

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 48, 49, 50 und 76;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Juli 1987 über die Gewährung von Prämien für den Bau und die Gewährung von Prämien für den Erwerb von Personen öffentlichen Rechts gehörenden Wohnungen in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass diese Massnahme dringend ist, weil es unbedingt notwendig ist, die technischen Bestimmungen über die Gewährung der Erwerbsprämie und der Bauprämie für den 15. September 1987, d.h. für den Tag des Inkrafttretens der neuen Regelung, zu treffen,

Beschliesst der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region :

Artikel 1. Unter Räumen, die ausschliesslich für Wohnzwecke bestimmt sind, versteht man die Zimmer, die Teile von Zimmern oder die inneren Wohnräume mit Ausnahme von : Eingangsdielen, Gängen, WC, Abstellräumen, Kellern, Dachgeschossen, die nicht zu Wohnräumen umgebaut sind, nicht bewohnbaren Nebengebäuden, Hausgaragen und Räumen für berufliche Zwecke.

Art. 2. Bei der Berechnung der wohnbaren Fläche und der Gesamtfläche werden folgende Räume nicht berücksichtigt :

1. die Keller, Dachgeschosse, die nicht zu Wohnräumen umgebaut sind, die nicht bewohnbaren Nebengebäude, die Hausgarage und die Räume für berufliche Zwecke;

2. alle Zimmer, Teile von Zimmern oder sämtliche inneren Wohnräume mit einer lichten Raumhöhe unter 2,30 Metern;

3. die Schlafzimmer mit einer lichten Raumhöhe unter 2,10 Metern.

Art. 3. Die Nutzfläche eines Zimmers oder eines Zimmerteils oder eines inneren Raums der Wohnung ist diejenige, die abgemessen wird zwischen den Innenwänden, die dieses Zimmer, diesen Zimmerteil oder diesen inneren Raum abgrenzen, wobei die lichte Raumhöhe mindestens 2,30 Meter beträgt ausser für Schlafzimmer, wo sie mindestens 2,10 Meter beträgt.

Wenn das Zimmer, der Zimmerteil oder der innere Raum diese Höhen nicht auf der ganzen Fläche aufweist, ist die zu berücksichtigende Nutzfläche auf den Teil der Fläche begrenzt, der sich lotrecht unter der lichten Mindesthöhe von 2,30 Metern bzw. 2,10 Metern befindet.

Art. 4. Die Wohnfläche ergibt sich aus der Summe der Nutzflächen der Zimmer, Teile von Zimmern oder inneren Wohnräume.

Art. 5. Die Gesamtfläche der Wohnung ergibt sich aus der Summe der Nutzflächen, die es in jedem Geschoss zwischen den Innenseiten der Mauern, die die Wohnung abgrenzen, gibt.

Art. 6. Die Wohnung, die den Gegenstand des Antrags bildet, muss ferner folgenden Bedingungen entsprechen :

§ 1. Für eine Einfamilienwohnung :

1. eine Mindestwohnfläche von 53 m² aufweisen, wenn es sich um einen Zweipersonenhaushalt handelt.

Die Mindestwohnfläche von 53 m² ist um 10 m² zu erhöhen :

a) für einen Haushalt mit einem oder zwei Kindern;

b) für jedes Kind oder jede Gruppe von zwei Kindern, ab den beiden ersten;

c) für jeden Verwandten oder jedes Verwandtenpaar in aufsteigender Linie, welche die Wohnung belegen sollen.

Für die Zweipersonenhaushalte, wovon mindestens ein Bewohner über 60 Jahre alt ist oder für eine allein lebende Person, wird die Mindestwohnfläche auf 45 m² festgesetzt.

2. die Mindestanzahl der nachstehend angeführten Zimmer, Teile von Zimmern oder inneren Räume aufweisen :

A. Schlafräume :

a) ein Zimmer für eine allein lebende Person oder pro Paar;

b) ein Zimmer pro Kind oder pro Gruppe von zwei Kindern gleichen Geschlechts.

Das Schlafzimmer für eine Person muss eine Mindestfläche von 6,5 m² aufweisen; das Schlafzimmer für zwei Personen muss eine Mindestfläche von 9 m² aufweisen.

B. Tagesräume :

a) ein Wohnzimmer;

b) eine Küche oder, falls nicht vorhanden, eine speziell eingerichtete Kochnische;

c) ein Badezimmer oder eine Dusche;

d) ein W.C.

§ 2. Für ein Appartement :

1. eine Mindestwohnfläche von 40 m² aufweisen, wenn es sich um einen Zweipersonenhaushalt handelt. Die Wohnfläche von 40 m² ist um 10 m² zu erhöhen :

a) für einen Haushalt mit einem oder zwei Kindern;

b) für jedes Kind oder jede Gruppe von zwei Kindern, ab den beiden ersten;

c) für jeden Verwandten oder jedes Verwandtenpaar in aufsteigender Linie, welche die Wohnung belegen sollen.

Für die Zweipersonenhaushalte, wovon mindestens ein Bewohner über 60 Jahre alt ist oder für eine allein lebende Person, wird die Mindestwohnfläche auf 30 m² festgesetzt.

2. Die Bestimmungen von § 1, Punkt 2, des vorliegenden Artikels finden Anwendung auf die Appartements.

§ 3. Für ein Studio :

1. eine Mindestwohnfläche von 30 m² aufweisen;

2. Ferner muss jedes Studio folgendes umfassen :

a) einen Wohn-/Schlafraum;

b) eine Küche oder, falls nicht vorhanden, eine speziell eingerichtete Kochnische;

c) ein Badezimmer oder eine getrennte Dusche;

d) ein WC.

Art. 7. Die Bestimmungen von Artikel 6 finden keine Anwendung auf die Wohnungen, die von einer Person öffentlichen Rechts gebaut worden sind oder gebaut werden sollen und für die die Investitionsprogramme nach dem zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Erlasses bestehenden Verfahren genehmigt worden sind.

Art. 8. Wenn die Wohnung, die den Gegenstand des Antrags bildet, Räume umfasst, die für die Ausübung einer beruflichen Tätigkeit bestimmt sind, muss der Antragsteller den Nachweis für die Ausübung dieser Tätigkeit durch die Vorlage eines durch die zuständige Kontrolle der direkten Steuern ausgestellten Zeugnisses oder gegebenenfalls einer Bescheinigung des Bürgermeisters zum Zeitpunkt der Antragstellung erbringen.

Art. 9. Vorliegender Erlass tritt am 15. September 1987 in Kraft.

Brüssel, den 27. August 1987.

Der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region,

A. DALEM

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 -- 1663

27 AUGUSTUS 1987. -- Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 2 juli 1987 betreffende de toekenning van bouwpremies en de toekenning van premies voor de aankoop van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen in het Waalse Gewest

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Toezicht,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 48, 49, 50 en 76;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 2 juli 1987 betreffende de toekenning van bouwpremies en de toekenning van premies voor de aankoop van woningen toebehorende aan publiekrechtelijke personen in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende aard van deze bepaling voortvloeit uit de onontbeerlijke noodzakelijkheid de technische wijzen van toekenning van premies voor de aankoop en van bouwpremies te nemen voor 15 september 1987, datum van de inwerkingtreding van de nieuwe regeling,

Besluit :

Artikel 1. Onder vertrekken uitsluitend voor woning bestemd, dient te worden verstaan de vertrekken, delen van vertrekken of binnenruimten van woningen, met uitzondering van : inganghallen, gangen, W.C., rommelkamers, kelders, zolders niet ingericht in woonvertrekken, onbewoonbare bijgebouwen, ingebouwde garages en lokalen bestemd voor de uitoefening van een beroep.

Art. 2. Komen niet in aanmerking voor de berekening van de bewoonbare oppervlakte en van de totale oppervlakte :

1° de kelders, de niet in woonvertrekken ingerichte zolders, de onbewoonbare bijgebouwen, de ingebouwde garages en de lokalen bestemd voor de uitoefening van een beroep;

2° alle vertrekken, delen van vertrekken of alle binnenruimten met een vrije hoogte onder de zoldering die niet meer dan 2,30 meter bedraagt;

3° De slaapkamers met een vrije hoogte onder de zoldering die niet meer dan 2,10 meter bedraagt.

Art. 3. De nuttige oppervlakte van een vertrek of deel van vertrek of binnenruimte van de woning is dewelke die gemeten is tussen de binnenwanden van dit vertrek, deel van vertrek of van deze binnenruimte waarvan de vrije hoogte onder de zoldering minimum 2,30 meter bedraagt behalve voor de slaapkamers waar zij minimum 2,10 meter bedraagt.

Indien deze hoogten niet verzekerd zijn over de hele oppervlakte van het vertrek, deel van vertrek of van de binnenruimte is de in acht te nemen nuttige oppervlakte beperkt tot het deel van oppervlakte loodrecht gelegen onder de vrije hoogte van minima 2,30 meter of 2,10 meter volgens het geval.

Art. 4. De bewoonbare oppervlakte is de som van de nuttige oppervlakten van de vertrekken, delen van vertrekken of binnenruimten van een woning.

Art. 5. De totale oppervlakte van de woning is de som van de nuttige oppervlakten op ieder niveau inbegrepen, tussen de binnenkanten van de wanden omvattende de woning.

Art. 6. De woning die het voorwerp is van de aanvraag moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldoen :

§ 1. Voor een eengezinswoning :

1° een minimum bewoonbare oppervlakte van 53 m² bedragen indien het een huishouden van twee personen betreft.

De minimum bewoonbare oppervlakte van 53 m² moet met 10 m² verhoogd worden :

a) voor een huishouden met één of twee kinderen;

b) voor ieder kind of groep van twee kinderen behalve de twee eersten;

c) voor iedere ascendent of koppel van ascendenten dienende de woning in bezit te nemen.

Voor het huishouden van twee personen waarvan tenminste één van de bezitters ouder dan 60 jaar is of voor een alleenstaande persoon is het minimum van de bewoonbare oppervlakte op 45 m² teruggebracht.

2° Het hierna volgend vermeld minimum aantal vertrekken, delen van vertrekken of binnenruimten bevatten :

A. Nachtvertrek :

a) een kamer per alleenstaande persoon of per koppel;

b) een kamer per kind of per groep van twee kinderen van hetzelfde geslacht.

De slaapkamer voor een persoon moet een minimum oppervlakte van 6,5 m² bedragen; die bestemd voor twee personen moet een minimum oppervlakte van 9 m² bedragen.

B. Dagvertrekken :

a) een huiskamer;

b) een keuken of, bij gebreke, een voor koken bijzonder ingerichte hoek;

c) een badkamer of een stortbad;

d) een W.C.

§ 2. Voor een appartement :

1° een minimum bewoonbare oppervlakte van 40 m² bedragen indien het een huishouden van twee personen betreft. De bewoonbare oppervlakte van 40 m² is met 10 m² te verhogen :

- a) voor een huishouden met één of twee kinderen;
- b) voor ieder kind of groep van twee kinderen behalve de twee eersten;
- c) voor iedere ascendent of koppel van ascendenten dienende de woning in bezit te nemen.

Voor een huishouden van twee personen waarvan tenminste één van de bezitters ouder dan 60 jaar is of voor een alleenstaande persoon is het minimum van de bewoonbare oppervlakte op 30 m² gebracht.

2° De bepalingen van § 1, 2°, van dit besluit zijn van toepassing op de appartementen.

§ 3. Voor een studio :

1° een minimum bewoonbare oppervlakte van 30 m² bedragen.

2° bovendien moet ieder studio :

- a) een huis- of slaapkamer;
- b) een keuken of, bij gebreke, een voor koken bijzonder ingerichte hoek;
- c) een badkamer of een afzonderlijk stortbad;
- d) een W.C. bevatten.

Art. 7. De bepalingen van artikel 6 zijn niet van toepassing op de door een publiekrechtelijke persoon gebouwde of te bouwen woningen en waarvan de investeringsprogrammas goedgekeurd werden volgens de op het ogenblik van de inkrachttrading van dit besluit bestaande procedures.

Art. 8. Indien de woning die het voorwerp is van de aanvraag lokalen bevat die voor de uitoefening van een beroep bestemd zijn, moet de aanvrager die beroepsactiviteit op het ogenblik van de aanvraag bewijzen door de overlegging van een door de bevoegde controle der directe belastingen afgeleverd getuigschrift of, bij gebreke, van een verklaring van de burgemeester.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 september 1987.

Brussel, 27 augustus 1987.

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Toezicht,

A. DALEM

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Secrétariat permanent de recrutement
Promotion

Par arrêté royal du 21 août 1987, qui produit ses effets le 1^{er} août 1987, M. Chapelle, R., directeur d'administration au Secrétariat permanent de recrutement, est promu, par avancement de grade, directeur général à la même administration (cadre linguistique néerlandais).

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Services généraux
Personnel. — Nomination à titre définitif

Par arrêté royal du 13 août 1987, Mme Renard, Veronique, épouse Peeters, a été nommée à titre définitif dans le grade de secrétaire d'administration-statisticien, à partir du 17 février 1987.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENTAdministration générale de la Coopération au Développement
Personnel. — Promotions

Par arrêté royal du 19 juin 1987, Mlle Van Den Bergh, Marie-Louise (rôle linguistique néerlandais), conseiller, a été promue le 1^{er} juillet 1987 au grade de directeur d'administration à l'Administration générale de la Coopération au Développement.

Par arrêté royal du 3 août 1987, M. Duprez, Jean (rôle linguistique français), premier attaché, a été promu le 1^{er} juillet 1987 au grade de directeur d'administration à l'Administration générale de la Coopération au Développement.

Par arrêté royal du 3 août 1987, M. Frix, Paul (rôle linguistique français), premier attaché, a été promu le 1^{er} juillet 1987 au grade d'inspecteur général à l'Administration générale de la Coopération au Développement.

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Vast Wervingssecretariaat
Bevordering

Bij koninklijk besluit van 21 augustus 1987, dat uitwerking heeft met ingang van 1 augustus 1987, wordt de heer Chapelle, R., bestuursdirecteur bij het Vast Wervingssecretariaat, bevorderd, door verhoging in graad, tot directeur-generaal bij hetzelfde bestuur (Nederlands taalkader).

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Algemene Diensten
Personeel. — Benoeming in vast verband

Bij koninklijk besluit van 13 augustus 1987 werd Mevr. Renard, Veronique, echtg. Peeters, in vast verband benoemd in de graad van bestuurssecretaris-statisticus, met ingang van 17 februari 1987.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKINGAlgemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking
Personeel. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 19 juni 1987 wordt Mej. Van Den Bergh, Marie-Louise (Nederlandse taalrol), adviseur, bevorderd op 1 juli 1987 tot de graad van bestuursdirecteur bij het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking.

Bij koninklijk besluit van 3 augustus 1987 wordt de heer Duprez, Jean (Franse taalrol), eerste attaché, bevorderd op 1 juli 1987 tot de graad van bestuursdirecteur bij het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking.

Bij koninklijk besluit van 3 augustus 1987, wordt de heer Frix, Paul (Franse taalrol), eerste attaché, bevorderd op 1 juli 1987 tot de graad van inspecteur-generaal bij het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking.